



Rue J.B Baillière - 60000 Beauvais

☎ 03.44.48.31.69 📠 03.44.48.99.24

@ 60@se-unsa.org

DECLARATION DE L'UNSA ÉDUCATION AU CTSD DU JEUDI 24 JANVIER 2019

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,
Mesdames, Messieurs,

De manière introductive, l'UNSA Education adresse ses vœux à la profession. Nous souhaitons à chacune et à chacun une belle année 2019 pour sa vie personnelle et pour sa vie professionnelle.

Dans notre académie, l'actualité de l'Éducation est très chargée et inquiétante. On le sait maintenant, avec le budget 2019, le gouvernement a fait le choix de rompre avec l'investissement, par et dans l'Éducation. C'est un très mauvais signal envoyé à la Nation. C'est un très mauvais signal adressé aux personnels quant à la compréhension par l'exécutif de leurs conditions d'exercice actuelles. Des signes d'exaspération sont pourtant visibles depuis plusieurs semaines maintenant. Il paraît indispensable et urgent de reprendre contact avec les personnels et plus largement avec la communauté éducative via leurs représentants élus.

Nous sommes à un tournant et les choix qui seront faits, auront des répercussions pour nos territoires, pour nos élèves et évidemment pour tous nos collègues.

Concernant les dotations que nous allons examiner lors de ce CTSD, un mot les qualifie : l'indigence.

Il est indigent de **retirer 155 postes dans le second degré sur l'ensemble de l'académie**. 95 ETP affichés auquel s'ajoute 60 ETP transformés en HSA. Pour l'Oise, C'est déjà 12 postes sur les collèges et Segpa et nous craignons que ce chiffre soit minimisé.

En effet les DHG arrivent seulement dans les établissements (ce lundi) et avec elles, les éventuelles mauvaises surprises qui les accompagnent. Comment peut on aujourd'hui suivre correctement les évolutions qui se profilent lorsque ces éléments arrivent si tardivement?

Paradoxalement au regard des documents, le département annonce plus d'élèves (+209) et pourtant ce sera moins d'enseignants.

La rentrée 2019 dans les collèges, les lycées généraux et technologiques et notamment dans les lycées professionnels va être insoutenable, le contexte des réformes la rendant déjà complexe.

Nous rappelons donc, ici, notre opposition à la deuxième heure supplémentaire imposée. L'alourdissement de la charge de travail pour nos collègues sera réel et cela aura des répercussions sur la qualité des conditions de travail. De même, ces suppressions vont se traduire par une dégradation nette des conditions d'enseignement..

Qui peut croire que supprimer des postes va être bénéfique à notre système éducatif.

Par ailleurs, **la disparition de 17 postes administratifs dans l'académie** nuira aussi au bon fonctionnement des établissements scolaires du second degré ainsi que des services. La DSDEN de l'Oise a été particulièrement touchée l'année dernière. Cela va donc se traduire par une charge de travail plus importante, ces suppressions ne s'accompagnant pas d'allègement des missions, ni même d'amélioration des outils de travail. Malgré la volonté des collègues et la façon dont ils ont supporté les différentes réorganisations, rien ne justifie aujourd'hui ces suppressions, ni la démographie, ni les supposées contraintes budgétaires imposées par une règle à calcul nationale qui ne s'adapte pas aux réalités de terrain. Jusqu'à quand les personnels seront considérés comme la variable d'ajustement de l'administration centrale.

Concernant **la dotation de 8 postes dans le 1^{er} degré**, là encore, nous jugeons que le ministère n'apporte pas de réponse à la hauteur des besoins de notre département.

Encore une fois, les réalités de nos territoires ne sont pas prises en compte
La dotation ne permettra pas à la fois de répondre aux priorités ministérielles
et aux besoins identifiés sur le terrain :

- achever le dédoublement voulu pour les classes de CE1 en éducation prioritaire ;
- préserver et structurer l'offre éducative en milieu rural ;
- améliorer les conditions d'enseignement en maternelle où les classes sont très souvent surchargées au regard des enjeux de réductions des inégalités dès le plus jeune âge ;
- augmenter la scolarisation des 2 ans ;
- consolider les Rased ;
- avoir des marges pour avancer sur la direction d'école inscrite à l'agenda social à la demande du SE-Unsa.

Depuis mai 2017, les mauvaises nouvelles s'accumulent pour les personnels en forgeant leur conviction que le gouvernement les perçoit avant tout comme figés, corporatistes, coûteux. Quant à leur professionnalisme, il semble être dissous dans la confiance conjuguée à sens unique par notre ministre. En mai 2017, l'Unsa-Éducation avait souligné l'immense défi politique et l'immense responsabilité alors posés au Président nouvellement élu. Il devait regrouper et consolider une nation qui n'a plus confiance en son avenir. L'École est au cœur de la promesse républicaine. Elle peut être un fantastique levier de progrès social. C'est la motivation de fond du million de personnels mobilisés tous les jours pour la faire vivre. Encore faudrait-il que notre tutelle en soit bien consciente et que les corps intermédiaires que nous sommes soient respectés, écoutés et entendus.

Nathalie PUISSANT, Yannick ASLAMATZIDIS
Paola BOULENGER, Amar MOHAMMEDI